

LE MARIAGE du Prince Léopold

Le départ de la Famille Royale

La Famille Royale se rendant à Stockholm pour assister au mariage du prince Léopold et de la princesse Astrid.



La princesse ASTRID à l'âge de huit ans.

Astrid, quittera Bruxelles samedi soir. Le Roi, la Reine, le prince Charles et la princesse Marie-José, accompagnés du comte Jean de Mérode, grand-maître de la Cour, de la comtesse de Caraman-Chimay, dame d'honneur, des majors de Hennin de Bousval-Walcourt et Raquez, officiers d'ordonnance, prendront place dans une berline royale qui sera attachée au milieu du train 17 quittant la gare du Nord à 18 h. 37 et qui fera exceptionnellement arrêt à la gare du Pavillon Royal de Laeken.

Le train arrivera à Ostende-Quai à 20 h. 27 où la Famille Royale prendra passage à bord de la maille « Marie-José » qui conduira leurs Majestés et leurs Altesses Royales en Suède.

LE CORTEGE D'HONNEUR

Stockholm, 27 octobre. Voici la liste officielle des demoiselles d'honneur au mariage du prince Léopold : princesse Martha de Suède, sœur de la princesse Astrid ; princesse Marie-José de Belgique ; princesse Ingrid de Suède, fille du prince royal ; princesse Feodora de Danemark, fille du prince héritier de Danemark, frère du roi de Danemark ; Mlle Alfild Ekelund ; Mlle Anna d'Adelsvaerd ; Mlle Margaretha Stahl ; Mlle Anne-Marie d'Essen.

La souscription nationale

Permet les premières souscriptions reçues par le Comité National pour les Dons de Joyeuse Entrée à offrir à LL. AA. RR. le prince Léopold de Belgique et la princesse Astrid de Suède à l'occasion de leur mariage, nous notons : Soc. Générale de Belgique, fr. 30.000 ; Banque Belge pour l'Etranger, 20.000 ; Soc. Internationale Forestière et Min. du Congo (Formin), 20.000 ; Un. Minière du Haut-Katanga, 20.000 ; Cie du Chem. de Fer du Bas-Congo au Katanga, 20.000 ; Société Minière du Béckéa, 20.000 ; Société Minière du Kasai, 10.000 ; Soc. Min. des Gr. Lacs Afric. 10.000 ; Cie des Chemins de Fer du Congo Supérieur, aux Grands Lacs Africains, 5.000 ; Soc. Auxiliaire Industrielle et Financ. de la Cie des Chem. de Fer du Congo aux Gr. Lacs Africains, 5.000 ; Soc. de Colonisation Agricole du Grand Mayumbe, 5.000 ; Soc. d'Elevage et de Culture du Congo, 5.000 ; Soc. des Exploitations Agricoles de la Biaro, 5.000 ; Société Minière de Lubo, 5.000.

Le retrait des billets de 5 et de 20 fr.

Le rapport au Roi

Le Moniteur de ce jour publie le texte du rapport au Roi et de l'arrêté relatif à la reprise pour compte de l'Etat des billets de 5 fr. et 20 fr. En voici le texte :

Sire,

Avant la guerre, la monnaie divisionnaire en circulation s'élevait à plus de 130 millions, c'est-à-dire dépassait 20 francs par tête d'habitant.

Cette circulation était normale et se comparait avec celle des pays à monnaie stable (plus de 20 milliards par tête en Grande-Bretagne, 20 reichsmarks en Allemagne, etc.).

La dépréciation de l'unité monétaire a réduit aujourd'hui cette somme à 25 millions de francs à la parité métallique, c'est-à-dire à un tiers de la somme précédente.

D'autre part, en raison de la dépréciation de la valeur acquiescente du franc, la coupure de 20 francs est tombée en fait au rang de monnaie divisionnaire.

Il importe, dans l'intérêt de l'économie nationale, et pour faciliter les transactions, de surélever la valeur de la monnaie divisionnaire actuelle. Il va de soi que cette opération incombe à l'Etat, qui reprendra ainsi son véritable rôle et exonérera la Banque Nationale d'une charge qu'elle supporte indûment.

En conséquence, l'Etat frappera des pièces de monnaie destinées à porter la monnaie divisionnaire actuelle à un niveau normal, sans toutefois atteindre l'équivalent de celui d'avant-guerre.

Mais il n'est pas possible de procéder immédiatement à des frappes de pareille importance. Dans ces conditions, le gouvernement s'est arrêté à un régime transitoire dans lequel les coupures de 5 et de 20 francs continueront provisoirement de circuler pour compte de l'Etat et sous sa responsabilité, dans les mêmes conditions qu'au régime précédent.

Il est formellement entendu que l'opération se limitera au chiffre de ces billets actuellement en circulation qui seront remplacés dans le plus bref délai par des pièces métalliques.

Le texte de l'arrêté

Voici les articles de l'arrêté royal : Article 1^{er}. Dans la limite indiquée à l'article 2 ci-après, le Gouvernement démetra des monnaies divisionnaires métalliques de la valeur et au titre qui seront fixés par le ministre des Finances. Art. 2. Le Gouvernement est autorisé à reprendre, pour le compte de l'Etat, les monnaies divisionnaires de 20 francs, et de 5 francs émises par la Banque Nationale de Belgique, tel qu'il sera établi à la date du présent arrêté. Art. 3. Les billets repris continueront de circuler pour compte de l'Etat dans les mêmes conditions que précédemment et resteront échangeables contre les billets de la Banque Nationale. Ils seront retirés de la circulation aussitôt que les monnaies qui doivent leur substituer auront été émises. En attendant, ils seront munis d'un visa du Trésor public. Art. 4. Le remboursement en espèces et à vue des billets de la Banque Nationale prévus à l'article 2 de l'arrêté du 23 octobre 1926 s'effectuera suivant les modalités que déterminera un règlement édicté par la Banque Nationale et approuvé par le ministre des Finances.

La tranche suédoise de l'emprunt a été couverte sept fois

Stockholm, 27 octobre. La tranche de neuf millions de couronnes de l'emprunt de stabilisation belge, émise à Stockholm, a été immédiatement couverte 7 ou 8 fois.

Le prix du froment indigène

Le ministère de l'Industrie et du Travail communique la note suivante : La commission des céréales indigènes estime que la valeur des froments indigènes de 1^{re} qualité moyenne reste à environ 100 p.c. en-dessous de la valeur du mélange type de froments exotiques, qui a été évalué à 100 p.c. par le Gouvernement.

En conséquence, le froment indigène de 1^{re} qualité moyenne à la date du 27 octobre 1926 vaut environ 211,30 francs les 100 kilogrammes rendus franco gare moulin, sur la base du dollar à 7,17 belges.

Six évêques chinois sacrés par le Pape

Une cérémonie solennelle qui marque un grand événement

De la « Nation Belge » :

Rome, 28 octobre. Le Pape a sacré ce matin en la basilique Vaticane les six évêques indigènes chinois qu'il avait nommés récemment et qu'il avait fait venir à Rome pour leur conférer lui-même, près du tombeau de Saint-Pierre, la consécration épiscopale.

Après le « sacre », le Pape, accompagné des membres du Sacré Collège et des nouveaux évêques s'est rendu à l'autel des SS. Apôtres Simon et Jude dont on célébrait aujourd'hui la fête puis il est descendu dans la crypte où il a prié longuement devant le tombeau du Prince des Apôtres.

Cette cérémonie très solennelle à laquelle assistaient de nombreux cardinaux et les membres du corps diplomatique marque un événement important dans l'histoire de l'Eglise et des missions catholiques en Chine. Elle a eu, en effet, jusqu'ici, son seul évêque indigène, Mgr Lo di Lopez, dominicain de père et mère chinois et patens, et mort vicar apostolique de Nankin en 1691.

Pie XI estimant que l'avenir des missions catholiques dans des pays dont la conscience nationale devient toujours plus forte et plus ombrageuse demande le développement du clergé indigène, a voulu donner l'exemple en même temps qu'il adressait aux missionnaires des appels pressants et répétés.

La nomination des évêques indigènes chinois sacrés aujourd'hui est une étape dans un travail de longue haleine entrepris dès les débuts du présent pontificat. C'est, en effet, le 12 août 1922 que Pie XI envoya en Chine comme délégué apostolique Mgr Costantini, qui avait été administrateur apostolique à Fiume dans des circonstances très délicates. Mgr Costantini réussit successivement sept synodes provinciaux pour préparer la réorganisation ecclésiastique de la Chine et en 1921 il présida le premier concile général de l'Eglise chinoise.

Les travaux de ces Assemblées aboutirent à la convocation de la Saint-Siège que cette Eglise eût bien en mesure de fournir des chefs indigènes. Pie XI nomma six évêques chinois. L'un d'eux est prêtre séculier et a été des dernières années secrétaire du délégué apostolique, un autre est jésuite, deux frères mineurs franciscains et deux lazaristes. Les six évêques, qui sont venus de Changhaï avec Mgr Costantini retournèrent en Chine avec lui dans quelques semaines en passant par la France.

STYLO.

France et Italie

Toujours l'entrevue Briand-Mussolini

Paris, 28 octobre. La nouvelle d'une prochaine entrevue entre M. Briand et M. Mussolini, annoncée par un journal de Nice, est au moins prématurée, aucune démarche n'ayant encore été faite à ce sujet par les chancelleries française ou italienne.

Il est d'ailleurs évident que si le Président du Conseil italien exprime le désir de s'entretenir avec M. Briand, celui-ci ne pourra le faire que dans la situation politique se trouvant un peu éclaircie.

Pas de mandat italien sur la Syrie

Paris, 28 octobre. Parlant dans l'« Echo de Paris » des informations selon lesquelles un accord franco-italien aurait été conclu pour transférer à l'Italie le mandat syrien, Perinax dit que non seulement aucun entente de ce genre n'est conclue mais que des pourparlers ne sont même pas engagés.

Charton aurait fait des aveux

Paris, 28 octobre. Le postier Charton, arrêté dans les circonstances relatées hier, a reconnu qu'il était entré depuis trois mois en relations avec un agent du ministère de l'Intérieur allemand de Münster, et qu'il disposait de son argent et qu'il avait le moyen de se rendre en Allemagne.

Charton, qui se disposait à se rendre en Allemagne, a été arrêté par la gendarmerie de la Ruhr sa maîtresse, une Allemande. Il songeait à étendre ses relations avec l'espionnage allemand et à s'installer outre-Rhin.

At moment de son arrestation, Charton feignit de vouloir s'empoisonner.

Les Hollandais achèvent travaux hydrauliques à Maastricht

D'importants travaux sont en voie d'achèvement sur la rive gauche de la Meuse, à Maastricht.

Ils ont pour but de relier par voies d'eau le bassin charbonnier du Limbourg hollandais, la région industrielle de Maastricht, celle de l'Est de la Belgique et celle de l'Est de la France au port de Rotterdam et au réseau des voies navigables des Pays-Bas.

D'après notre confrère Olyff, des « Nouvelles » de Hasselt, le programme de ces travaux sera réalisé comme suit :

1. Création d'un canal latéral à la Meuse entre Maastricht et Maastricht Juliana-Kanaal dont les travaux ont été inaugurés par la reine Wilhelmine et la princesse Juliana ;

2. Canalisation de la Meuse à Maastricht dans la limite nécessaire pour permettre la navigation à toute époque de l'année dans l'enclave de Maastricht, et construction en face de St-Pierre, en amont de Maastricht, d'un raccordement entre la Meuse canalisée et le canal de Liège à Maastricht ;

3. Le « Juliana Kanaal » sera raccourci à la Meuse canalisée sur le territoire néerlandais à partir de la frontière belge, en aval de Maastricht.

Le nouveau canal de Nederweert à Wessem, joignant le canal de Maastricht-Bois-De-Due à la Meuse canalisée en Hollande, fera la liaison avec les canaux existant à l'ouest de la Meuse.

Les ingénieurs limbourgeois sortis des écoles spéciales de Louvain et de leurs collègues d'autres universités, sont allés récemment visiter les travaux en cours. Ils ont vu que l'on travaillait activement à la construction du raccordement du « Juliana Kanaal » avec la Meuse par l'établissement d'un port dit de Maastricht, l'achèvement du canal de Nederweert à Wessem et de la canalisation de la Meuse au nord-ouest de la frontière hollandaise sont en cours ; de même la construction du raccordement entre le canal de Liège à Maastricht et la Meuse à canaliser, avec établissement d'une écluse de 100 m. sur 15. en béton armé, permettant le passage de bateaux de mille tonnes.

Ces travaux — ainsi que des aménagements prévus pour faciliter l'écoulement des eaux en temps de crue, seront terminés d'ici quelques mois. La liaison rapide Liège-Rotterdam par Maastricht pourra s'effectuer en quatre ou cinq jours.

Cette amélioration des voies navigables par la Hollande doit d'autant plus retenir notre attention que la liaison Liège-Anvers par voie d'eau nécessite pratiquement deux à trois semaines de navigation !

Le traité de Versailles nous a donné le droit d'améliorer nos voies navigables vers Anvers. Nous n'en avons pas profité ; pendant ce temps-là, la Hollande a agi. Si nous avions employé à ce travail d'utilité publique quelques-uns des millions qui ont été gaspillés après la guerre, nous aurions très heureusement renforcé l'utilité économique du pays.

La nécessité des restrictions à l'outillage ne signifie pas la suppression des dépenses productives ; nous devons faire les sacrifices nécessaires pour nous armer contre la concurrence du dehors !

Est-ce l'accord dans la question du désarmement ?

Berlin, 28 octobre. Le bruit circule ce soir dans les milieux politiques qu'un accord de principe est intervenu entre la conférence des ambassadeurs et l'Allemagne sur la question du désarmement qui est encore pendante.

La conférence a décidé de ne pas envoyer de nouvelle note au gouvernement allemand, et le général Waisel sera appelé prochainement à Paris pour recevoir de nouvelles instructions.

Le compromis obtenu reposerait sur les bases suivantes :

1) Le gouvernement allemand renouvellerait dans une forme tout à fait explicite la défense des enrôlements volontaires provisoires.

2) La loi fixant les organisations militaires recevra une forme plus précise et plus stricte.

3) L'importation et l'exportation de matériels de guerre sera laissée à la décision de la conférence du désarmement.

4) Dans la question des fortifications de Koenigsberg on cherchera une solution satisfaisante pour l'Allemagne.

En ce qui concerne les pouvoirs du chef de la Reichswehr, de nouvelles dispositions seront prises d'ici le résultat d'un accord sera obtenu.

Les agents y assisteront, bien signifiés par leur chef immédiat, remplaceront dans l'importation tout département les agents temporaires non combattants ; l'emploi ne peut être momentanément supprimé, par suite des nécessités du service.

Les départements ministériels auront à signaler, immédiatement, à la Bourse du Travail, les temporaires non combattants qui auront été employés à l'industrie, et les agents y assisteront, bien signifiés par leur chef immédiat, remplaceront dans l'importation tout département les agents temporaires non combattants ; l'emploi ne peut être momentanément supprimé, par suite des nécessités du service.

Le licenciement des agents temporaires doit être effectué dans l'ordre inverse de celui prescrit par la loi du 5 août 1919 pour leur admission, c'est-à-dire que les non-combattants doivent être congédiés les premiers, les combattants et assimilés en dernier lieu, en dernier lieu, les invalides de guerre.

Il ne pourra être dérogé à ces prescriptions qu'en cas de faute grave ou de rendement manifestement insuffisant qui aura été constaté par le commandement des agents temporaires au cours de leur service.

De plus, les agents temporaires licenciés invalides de guerre, anciens combattants, dames veuves de guerre ou autres, jouiront d'une distinction honnorable, et le général Waisel sera appelé prochainement à Paris pour recevoir de nouvelles instructions.

Le licenciement des agents temporaires doit être effectué dans l'ordre inverse de celui prescrit par la loi du 5 août 1919 pour leur admission, c'est-à-dire que les non-combattants doivent être congédiés les premiers, les combattants et assimilés en dernier lieu, en dernier lieu, les invalides de guerre.

Il ne pourra être dérogé à ces prescriptions qu'en cas de faute grave ou de rendement manifestement insuffisant qui aura été constaté par le commandement des agents temporaires au cours de leur service.

De plus, les agents temporaires licenciés invalides de guerre, anciens combattants, dames veuves de guerre ou autres, jouiront d'une distinction honnorable, et le général Waisel sera appelé prochainement à Paris pour recevoir de nouvelles instructions.

Le licenciement des agents temporaires doit être effectué dans l'ordre inverse de celui prescrit par la loi du 5 août 1919 pour leur admission, c'est-à-dire que les non-combattants doivent être congédiés les premiers, les combattants et assimilés en dernier lieu, en dernier lieu, les invalides de guerre.

Il ne pourra être dérogé à ces prescriptions qu'en cas de faute grave ou de rendement manifestement insuffisant qui aura été constaté par le commandement des agents temporaires au cours de leur service.

De plus, les agents temporaires licenciés invalides de guerre, anciens combattants, dames veuves de guerre ou autres, jouiront d'une distinction honnorable, et le général Waisel sera appelé prochainement à Paris pour recevoir de nouvelles instructions.

Le licenciement des agents temporaires doit être effectué dans l'ordre inverse de celui prescrit par la loi du 5 août 1919 pour leur admission, c'est-à-dire que les non-combattants doivent être congédiés les premiers, les combattants et assimilés en dernier lieu, en dernier lieu, les invalides de guerre.

Il ne pourra être dérogé à ces prescriptions qu'en cas de faute grave ou de rendement manifestement insuffisant qui aura été constaté par le commandement des agents temporaires au cours de leur service.

De plus, les agents temporaires licenciés invalides de guerre, anciens combattants, dames veuves de guerre ou autres, jouiront d'une distinction honnorable, et le général Waisel sera appelé prochainement à Paris pour recevoir de nouvelles instructions.

Le licenciement des agents temporaires doit être effectué dans l'ordre inverse de celui prescrit par la loi du 5 août 1919 pour leur admission, c'est-à-dire que les non-combattants doivent être congédiés les premiers, les combattants et assimilés en dernier lieu, en dernier lieu, les invalides de guerre.

Il ne pourra être dérogé à ces prescriptions qu'en cas de faute grave ou de rendement manifestement insuffisant qui aura été constaté par le commandement des agents temporaires au cours de leur service.

De plus, les agents temporaires licenciés invalides de guerre, anciens combattants, dames veuves de guerre ou autres, jouiront d'une distinction honnorable, et le général Waisel sera appelé prochainement à Paris pour recevoir de nouvelles instructions.

Le licenciement des agents temporaires doit être effectué dans l'ordre inverse de celui prescrit par la loi du 5 août 1919 pour leur admission, c'est-à-dire que les non-combattants doivent être congédiés les premiers, les combattants et assimilés en dernier lieu, en dernier lieu, les invalides de guerre.

Il ne pourra être dérogé à ces prescriptions qu'en cas de faute grave ou de rendement manifestement insuffisant qui aura été constaté par le commandement des agents temporaires au cours de leur service.

De plus, les agents temporaires licenciés invalides de guerre, anciens combattants, dames veuves de guerre ou autres, jouiront d'une distinction honnorable, et le général Waisel sera appelé prochainement à Paris pour recevoir de nouvelles instructions.

Le licenciement des agents temporaires doit être effectué dans l'ordre inverse de celui prescrit par la loi du 5 août 1919 pour leur admission, c'est-à-dire que les non-combattants doivent être congédiés les premiers, les combattants et assimilés en dernier lieu, en dernier lieu, les invalides de guerre.

Il ne pourra être dérogé à ces prescriptions qu'en cas de faute grave ou de rendement manifestement insuffisant qui aura été constaté par le commandement des agents temporaires au cours de leur service.

La couronne de Pologne à un prince Radziwill ?

Varsovie, 28 octobre. Le maréchal Pilsudski songerait à offrir la couronne de Pologne à un prince Radziwill.

Un démenti de la légation de Pologne à Bruxelles

La légation de Pologne prie l'Agence Belga de démentir la nouvelle répandue dans les journaux concernant une réunion de monarchistes, tenue en présence du maréchal Pilsudski, au cours de laquelle il aurait été question du couronnement du chef actuel de gouvernement polonais.

Cette nouvelle, dont le caractère fantaisiste est évident, ne repose sur aucun fondement.

Les taxes postales pour l'étranger vont être augmentées

Le « Moniteur » publie ce jour un arrêté royal qui augmente les taxes postales pour l'étranger. Voici le texte de cet arrêté :

Art. 1^{er}. — Les modifications ci-après sont apportées aux tarifs postaux en service international, sous réserve des taxes établies par des conventions particulières :

1. Lettres affranchies en Belgique : 1,50 fr. jusqu'à 20 grammes ; au-delà de 20 grammes, 90 centimes en plus par 20 grammes ou fraction de 20 grammes.

2. Cartes postales simples : 90 centimes. Cartes postales avec réponse payée : 1 fr. 80.

3. Imprimés, papiers d'affaires et échantillons de marchandises affranchies : 30 centimes par gramme ou fraction de 10 grammes avec minimum par envoi de 50 grammes ou fraction de 50 grammes.

4. Journaux et écrits périodiques expédiés directement par les éditeurs : livres, brochures, etc., l'exclusion de tout autre publicité ou réclame ; éditions littéraires et scientifiques échangées entre les institutions savantes : 15 centimes par 50 grammes dans les relations avec les pays qui consentent à appliquer une réduction de 50 pour cent sur le tarif général des imprimés.

5. Impressions en relief à l'usage des aveugles : 30 centimes par 1.000 grammes ou fraction de 1.000 grammes.

6. Droit de recommandation : 1 fr. 50. 7. Droit de remboursement : 1 fr. 50. 8. Taxe fixe d'expédition : 3 francs.

9. Journaux, imprimés et échantillons non affranchis arrivant en Belgique par bateaux de commerce : 30 centimes par 30 grammes.

10. Boîtes avec valeur déclarée de Belgique : droit de 1 fr. 20 par 50 grammes avec minimum de 6 francs et droit fixe de recommandation, plus les mêmes droits d'assurance que pour les lettres avec valeur déclarée.

11. Boîtes avec valeur déclarée pour la Belgique : droit de franchise : 3 francs. Correspondances non ou insuffisamment affranchies à destination de la Belgique : taxes au double de l'insuffisance d'affranchissement avec minimum de 60 centimes. Ce minimum est réduit à 30 centimes pour les correspondances originaires du Congo belge.

12. Réclamations et demandes de renseignements : 1 fr. 50.

13. Mandats postaux : droit fixe de 1 franc ; taxe proportionnelle : 50 centimes par 100 francs ou fraction de 100 francs.

14. Valeurs à recouvrer : droit d'encaissement de 1 fr. 50 pour chaque litre recouvré ; taxe de 1 franc pour la présentation de chaque valeur restée impayée.

15. Remboursement : droit fixe de 1 franc ; taxe proportionnelle : 50 centimes par 100 francs ou fraction de 100 francs.

16. Art. 2. — Le présent arrêté entrera en vigueur le 1^{er} novembre prochain ; toutefois, le tarif des imprimés, des journaux et des publications périodiques ne sera relevé qu'à partir du 1^{er} janvier 1927.

Les agents temporaires de l'Etat doivent être licenciés à bref délai

Le Premier ministre vient de rappeler à ses collègues du Cabinet, ainsi que nous l'avons signalé, les dispositions décidées en vue du licenciement des agents temporaires au cours de l'Etat.

Voici le texte de la circulaire envoyée dans tous les départements et fixant les règles à suivre en vue de ce licenciement :

Le licenciement des agents temporaires doit être effectué dans l'ordre inverse de celui prescrit par la loi du 5 août 1919 pour leur admission, c'est-à-dire que les non-combattants doivent être congédiés les premiers, les combattants et assimilés en dernier lieu, en dernier lieu, les invalides de guerre.

Il ne pourra être dérogé à ces prescriptions qu'en cas de faute grave ou de rendement manifestement insuffisant qui aura été constaté par le commandement des agents temporaires au cours de leur service.

De plus, les agents temporaires licenciés invalides de guerre, anciens combattants, dames veuves de guerre ou autres, jouiront d'une distinction honnorable, et le général Waisel sera appelé prochainement à Paris pour recevoir de nouvelles instructions.

Le licenciement des agents temporaires doit être effectué dans l'ordre inverse de celui prescrit par la loi du 5 août 1919 pour leur admission, c'est-à-dire que les non-combattants doivent être congédiés les premiers, les combattants et assimilés en dernier lieu, en dernier lieu, les invalides de guerre.

Il ne pourra être dérogé à ces prescriptions qu'en cas de faute grave ou de rendement manifestement insuffisant qui aura été constaté par le commandement des agents temporaires au cours de leur service.

De plus, les agents temporaires licenciés invalides de guerre, anciens combattants, dames veuves de guerre ou autres, jouiront d'une distinction honnorable, et le général Waisel sera appelé prochainement à Paris pour recevoir de nouvelles instructions.

Le licenciement des agents temporaires doit être effectué dans l'ordre inverse de celui prescrit par la loi du 5 août 1919 pour leur admission, c'est-à-dire que les non-combattants doivent être congédiés les premiers, les combattants et assimilés en dernier lieu, en dernier lieu, les invalides de guerre.

Il ne pourra être dérogé à ces prescriptions qu'en cas de faute grave ou de rendement manifestement insuffisant qui aura été constaté par le commandement des agents temporaires au cours de leur service.

De plus, les agents temporaires licenciés invalides de guerre, anciens combattants, dames veuves de guerre ou autres, jouiront d'une distinction honnorable, et le général Waisel sera appelé prochainement à Paris pour recevoir de nouvelles instructions.

Le licenciement des agents temporaires doit être effectué dans l'ordre inverse de celui prescrit par la loi du 5 août 1919 pour leur admission, c'est-à-dire que les non-combattants doivent être congédiés les premiers, les combattants et assimilés en dernier lieu, en dernier lieu, les invalides de guerre.

Il ne pourra être dérogé à ces prescriptions qu'en cas de faute grave ou de rendement manifestement insuffisant qui aura été constaté par le commandement des agents temporaires au cours de leur service.

De plus, les agents temporaires licenciés invalides de guerre, anciens combattants, dames veuves de guerre ou autres, jouiront d'une distinction honnorable, et le général Waisel sera appelé prochainement à Paris pour recevoir de nouvelles instructions.

Le licenciement des agents temporaires doit être effectué dans l'ordre inverse de celui prescrit par la loi du 5 août 1919 pour leur admission, c'est-à-dire que les non-combattants doivent être congédiés les premiers, les combattants et assimilés en dernier lieu, en dernier lieu, les invalides de guerre.

Il ne pourra être dérogé à ces prescriptions qu'en cas de faute grave ou de rendement manifestement insuffisant qui aura été constaté par le commandement des agents temporaires au cours de leur service.

De plus, les agents temporaires licenciés invalides de guerre, anciens combattants, dames veuves de guerre ou autres, jouiront d'une distinction honnorable, et le général Waisel sera appelé prochainement à Paris pour recevoir de nouvelles instructions.

Le licenciement des agents temporaires doit être effectué dans l'ordre inverse de celui prescrit par la loi du 5 août 1919 pour leur admission, c'est-à-dire que les non-combattants doivent être congédiés les premiers, les combattants et assimilés en dernier lieu, en dernier lieu, les invalides de guerre.

Il ne pourra être dérogé à ces prescriptions qu'en cas de faute grave ou de rendement manifestement insuffisant qui aura été constaté par le commandement des agents temporaires au cours de leur service.

De plus, les agents temporaires licenciés invalides de guerre, anciens combattants, dames veuves de guerre ou autres, jouiront d'une distinction honnorable, et le général Waisel sera appelé prochainement à Paris pour recevoir de nouvelles instructions.

Le licenciement des agents temporaires doit être effectué dans l'ordre inverse de celui prescrit par la loi du 5 août 1919 pour leur admission, c'est-à-dire que les non-combattants doivent être congédiés les premiers, les combattants et assimilés en dernier lieu, en dernier lieu, les invalides de guerre.

Il ne pourra être dérogé à ces prescriptions qu'en cas de faute grave ou de rendement manifestement insuffisant qui aura été constaté par le commandement des agents temporaires au cours de leur service.

Une manifestation chinoise

Nous avons parlé de la manifestation organisée mercredi après-midi par les Chinois pour réclamer l'abrogation du traité de commerce de 1911.

Cette manifestation a été très bruyante. Les rangs des manifestants se grossirent de groupes nombreux. A 4 heures 30, le cortège comprenait trois à quatre cents personnes, brandissant banderoles, drapeaux et bambous. Il passa devant la Bourse, au milieu de la chaussée, interrompant ainsi la circulation des tramways.

Des voyagistes pressés se plaignaient ; les agents de police de service au boulevard principal intervenirent. En vain, ils tentèrent de faire comprendre aux Chinois qu'ils entravaient la circulation et les prièrent d'emprunter le côté droit du boulevard pour permettre aux tramways de rouler.

L'agent participant avec un groupe fut bousculé. Il voulut conduire deux Chinois au poste. Les autres manifestants prirent fait et cause pour leurs compatriotes, si bien que l'agent se jugeant en danger, siffla pour obtenir du renfort. Des policiers dégainèrent l'agent, mais ils durent pour ce faire changer quelques horions avec les Chinois.

L'incident dégénéra en bagarre ; les Chinois criaient : « Vive la guerre ! », « A mort ! ». La foule s'attroupa autour d'eux et menaçait de leur faire un mauvais tour. Ils furent relâchés par la police arrivante et dix-sept Chinois furent conduits au poste de police de l'hôtel de ville où ils ont été écroués. Deux d'entre eux sont accusés de coups à la police ; les autres seront inculpés d'outrages.

Deux manifestants ont reçu quelques coups. Après avoir été soignés à l'hôpital Saint-Jean ils ont été ramenés à la Bourse. La police a saisi drapeaux, banderoles et bambous. Pendant qu'on inventoriait les Chinois arrêtés, la foule manifestait sur la Grand-Place et, à certain moment, la police dut protéger les manifestants qui réclamaient leurs camarades.

Le ministre de Chine s'est rendu dans la soirée à l'hôtel de ville où il a pris des informations auprès